

Nous revendiquons un accord tripartite !

Les bruits se confirment... et les salariés, comme toujours dans notre fabuleuse démocratie, sont les derniers informés ! CarBoat Media va être cédée totalement à Axel Springer.

Axel Springer augmenterait sa participation de 10 % dans Car&Boat Media, ce qui pose de nombreuses questions sur l'avenir de l'entreprise et nécessite des engagements fermes pour les salariés.

Selon nos sources, parties prenantes du groupe Spir Communication, le groupe de presse allemand Axel Springer va augmenter ses parts à hauteur de 61 % d'ici la fin avril, puis prendrait la main à 100 % sur l'un des fleurons du groupe avant la fin du premier semestre 2017.

CONSÉQUENCES D'UNE GESTION CALAMITEUSE

Cette cession, même partielle, est contestable et pose de nombreuses questions tant sur la stratégie du groupe Spir Communication, mais aussi pour l'avenir des salariés de Car&Boat Media au sein de ce magnat de la presse allemande et européenne qui n'est – malgré des discours rassurants – nullement garanti.

Pour rappel, comme nous l'avons souligné dans notre communication du 23 mars, la suppression du site web LCDE, alors même que l'activité n'avait jamais été considérée comme déficitaire par la direction avant le mois où l'arrêt a été décidé, et la baisse de la participation de 10 %, faute à un montant d'investissements exceptionnellement élevé, laissent croire que l'actionnaire n'est là que pour prendre et non pour donner.

La direction se félicite en CE que l'actionnaire ne nous empêche pas d'investir, c'est un bon point. Cependant, elle ne prend pas à sa charge une partie de ces mêmes investissements. C'est notre participation qui a été sacrifiée à ce profit.

Aujourd'hui, au regard de ces éléments, Info'Com-CGT s'interroge sur l'avenir d'autres services ou Business Unit. Annoncesdubateau est désormais intégrée à la courroie de distribution LaCentrale, le but étant de rationaliser les coûts. La question est : cette activité, est-elle aujourd'hui considérée comme secondaire ? Et souhaite-t-on la voir s'éteindre ?

Les services pour les particuliers se réduisent comme une peau de chagrin et on ne vise aujourd'hui que les professionnels, alors que le marché entre particuliers concerne 68 % des ventes. Comment ne pas s'interroger sur la tactique adoptée au regard des annonces cette semaine dans *Les Echos* par Peugeot (http://www.lesechos.fr/journal20160406/lec2_industrie_et_services/021818784491-pour-se-diversifier-psa-met-laccent-sur-les-services-et-la-mobilite-1211840.php) qui souhaite se lancer dans la petite annonce de véhicule d'occasion avec valeur ajoutée à la clé (garantie, entretien). Un peu notre cœur de métier, non ? On peut alors légitimement s'inquiéter vu les différents positionnements de la direction à l'égard du service Client Part notamment à horizon 2017 (finalisation de l'acquisition). On peut craindre un souhait de démantèlement du service...

OBTENONS DES ENGAGEMENTS SOLIDES POUR LES SALARIÉS ET L'AVENIR DE CAR&BOAT MÉDIA

Les potentielles conséquences sociales sont réelles. Pour Info'Com-CGT, l'heure n'est pas à faire de la figuration, être docile ou rester spectateur. Nous devons agir et s'organiser si nous ne voulons pas subir cette situation qui n'est pas une fatalité.

Aussi, nous demandons des engagements forts pour l'avenir de Car&Boat Media et de solides garanties pour les salariés de l'entreprise. Pour y arriver, ensemble demandons :

- **La négociation d'un accord tripartite entre l'actuel actionnaire (Spir Communication), le repreneur (Axel Springer) et les organisations syndicales de Car&Boat Media.** Objectif : Obtenir des engagements fermes sur les emplois, les garanties sociales (contrat de travail, accords collectifs, usages, us et coutumes, budget des oeuvres sociales du CE...).
- **Un plan d'investissements clair** et une stratégie d'entreprise définissant le périmètre des activités et des engagements sur les projets à venir pour Car&Boat Media.
- **Une assurance que les millions d'euros obtenus serviront à des investissements d'avenir et à des plans de formation** pour accompagner les salariés vers les métiers de demain.
- **Des garanties que les actionnaires ne toucheront pas 1 centime d'euro de dividendes tant que Spir est en difficultés...**